



LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE  
REPUBLIQUE D'HAÏTI

## Administration communale des Cayes

Réf : AR/10-16-050

### Arrêté

#### Portant sur l'état de calamité de la commune des Cayes

Vu les articles 9, 19, 22, 23, 52.3, 66 de la Constitution haïtienne en vigueur;

Vu le décret du 1er février 2006 fixant le cadre légal de la décentralisation ainsi que les principes d'organisation et de fonctionnement des collectivités territoriales;

Vu le décret du 1er février 2006 fixant les modalités d'organisation et le fonctionnement de la commune;

Vu la loi de septembre 2008 sur l'état d'urgence ;

Considérant le passage de l'ouragan dévastateur Mathieu, qui vient de frapper violemment la République d'Haïti plus particulièrement la presqu'île du Sud, affectant gravement les populations, les infrastructures, les secteurs productifs de l'économie de la commune des Cayes ;

Considérant que cette situation d'extrême gravité et d'une ampleur considérable dépasse les capacités de réponses locales immédiates ;

Considérant que les voies et moyens de communication sont quasiment paralysés ;

Considérant la destruction quasi-totale des maisons tant au niveau urbain, particulièrement au niveau des quartiers défavorisés que dans les sections communales;

Considérant la destruction quasi-totale des plantations et des infrastructures agricoles au niveau des sections communales lesquelles sont les principales sources de revenus des citoyens-nes;

Considérant l'ampleur des dégâts enregistrés, à tous les égards, au niveau de l'habitat, de l'agriculture, des infrastructures, et sur l'environnement de la commune en général;

Considérant la vulnérabilité de la population au bout de sa résilience;



Considérant qu'il y a lieu pour le conseil municipal des Cayes, en ses attributions constitutionnelles, d'apporter une réponse efficace et responsable à la population;

**Sur la base des considérants et après délibération du conseil municipal,**

### **ARRETE :**

#### **Article 1-**

Le Conseil municipal des Cayes prend l'arrêté portant sur l'état de calamité de la commune des Cayes sur une période de trois (3) mois;

#### **Article 2-**

Le Conseil municipal des Cayes requiert, à toutes fins utiles, les services de l'Etat central et départemental, les organisations de la société civile, le secteur privé des affaires, la communauté internationale, les organisations non gouvernementales, la diaspora et les citoyens-es à manifester leur solidarité envers la population extrêmement affectée;

#### **Article 3-**

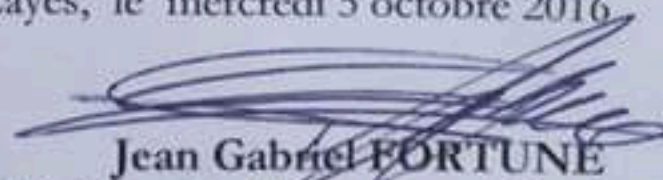
En vertu de l'acte instaurant l'état de calamité de la commune, le conseil municipal :

1. peut, en cas de besoin, requérir tous les moyens, ressources, biens et services publics ou privés en vue de fournir l'assistance adéquate à la population affectée;
2. ordonne la mise en œuvre des mesures prévues dans le plan national d'intervention en cas de catastrophe naturelle;
3. active le service civique au niveau de la commune pour une durée de trois (3) mois dans l'esprit de coordonner l'action bénévole ;
4. décide de la mise en œuvre des programmes d'assistance au profit de la population affectée;
5. demande aux institutions humanitaires (ONG, bailleurs de fonds) voulant apporter assistance et aide à la population cayenne de souscrire scrupuleusement aux dispositifs en vigueur mis en place par le Conseil municipal;
6. garantit la diffusion dans les médias locaux de toutes les émissions visant à informer la population;
7. prend toutes les dispositions nécessaires afin de renforcer la sécurité dans les zones affectées;

#### **Article 4-**

Le présent arrêté sera publié et exécuté à la diligence du président du conseil municipal.

Donné à la mairie des Cayes, le mercredi 5 octobre 2016



**Jean Gabriel FORTUNE**  
Maire, Président du Conseil municipal





REPUBLIQUE D'HAÏTI

FEDERATION NATIONALE DES MAIRIES D'HAÏTI (FENAMH)

---

## Assemblée extraordinaire de la Fédération des Maires d'Haïti (FENAM)

Hôtel le Manguier, le 11 octobre 2016

### Mise en contexte

La Péninsule du Sud d'Haïti regroupant les départements du Sud-Est, des Nippes, du Sud et de la Grande Anse a été violemment frappée par l'ouragan « **Mathieu** », de catégorie 4, dans la nuit du 3 octobre 2016.

Les dégâts sont considérables. Les structures physiques, l'habitat, les structures commerciales et industrielles sont sévèrement affectées ; les routes gravement endommagées, les plantations, le bétail détruits par la force brutale des vents et des inondations et la couverture végétale pleinement dévastée. Les pertes en vie humaines sont énormes : plus de 300 morts et des blessés en nombre significatif, selon les premières informations communiquées par la protection civile.

Les dégâts juxtaposés au paysage larvé par le vent présentent une région sortie ravagée et dévastée par un état de guerre. Une telle catastrophe augmente les défis et appelle à une grande mobilisation des ressources de ces départements, à la solidarité de l'état central et de l'international pour surmonter la phase d'urgence afin d'éviter une tragédie humaine et planifier celle de la reconstruction.

Dans cette perspective, la Fédération nationale des Maires d'Haïti, exerçant sa solidarité aux communes, a convoqué une rencontre des Maires élus afin de renforcer un plan de réponse après le ravage de l'ouragan Mathieu et de dégager ensemble des pistes de relèvement pour le Grand Sud. A cette fin, et après échanges, il en est résulté la décision d'adopter et de parapher un protocole d'entente assorti d'un projet de résolution.

Considérant que le passage de l'ouragan Mathieu a sévèrement frappé la Péninsule du Sud regroupant les départements du Sud - Est, des Nippes, du Sud et de la Grande Anse ;

Considérant les pertes en vie humaines, les dommages causés à l'habitat, aux infrastructures, aux secteurs économiques dans ses composantes agricoles, touristiques et industrielles ;

Considérant que la couverture végétale et la réserve forestière a subi des dommages considérables ;

Considérant que les conditions de vie de la population déjà tares précaire peuvent entraîner une grande tragédie humaine pour la population des départements affectés ;

Considérant que les dégâts causés par ledit ouragan nécessite un plan en deux phases la phase d'urgence et celle de la reconstruction ;

Considérant que les Maires élus, face à cette catastrophe, comprennent la nécessité de travailler en synergie pour répondre à l'urgence humanitaires de façon efficace, efficiente et responsable afin d'élaborer un plan de relèvement cohérent orienté vers le développement du pôle de développement du Grand Sud ; les Maires signataires, réunis à l'Hôtel le Manguier ce 11 octobre 2016

Après analyses, débats et propositions adopte

### **La Résolution suivante :**

1. Création d'un comité interdépartemental sous le leadership de la Fédération Nationale des Mairies d'Haïti (FENAMH) pour la gestion de l'aide dans ses composantes d'urgence et de reconstruction ;
2. Signature, à cette fin, d'un protocole d'entente avec l'Etat central, affirmant le leadership des Maires de ces régions de la gestion de l'aide d'urgence, sur les programmes, les plans et les fonds de reconstruction des régions formant la Péninsule du Sud ;
3. Création d'une commission technique dirigée par des personnalités ou des cadres de haut niveau, expérimentés, réputés et intègres ;
4. Opérationnalisation de la gestion du plan de reconstruction à travers une structure coiffée par la FENAM et composée ainsi :
  - a. un (1) Conseil d'administration de 12 membres dont trois Maires par département
  - b. un (1) directeur exécutif chargé de la coordination et de la gestion des fonds ;
  - c. un (1) secrétariat technique composé de professionnels dont 3 par département
  - d. les rôles et responsabilités des personnalités qui seront nommés pour gérer cette structure seront fixés par le Conseil d'Administration
  - e. le Siège du Comité interdépartemental sera établi dans l'une des régions les plus concernées
  - f. le Conseil d'administration se réunit chaque mois à l'ordinaire, la première année dès sa création, ou à l'extraordinaire sur convocation des deux tiers (2/3) des membres pour traiter toutes questions urgentes

g. les autorités de l'État, la société civile, le secteur privé des affaires et la communauté internationale seront informés de cette position des Maires ;

5. Tenue des élections présidentielles et législatives au plus tard, le 30 octobre 2016, et la poursuite des élections des collectivités pour boucler le cycle électoral.

Fait, à l'Hôtel le Manguier, ce mardi 11 octobre 2016.

Suivent les signatures :

Considérant que les conditions de vie de la population déjà précaires peuvent entraîner une grande tragédie humaine pour la population des départements affectés ;

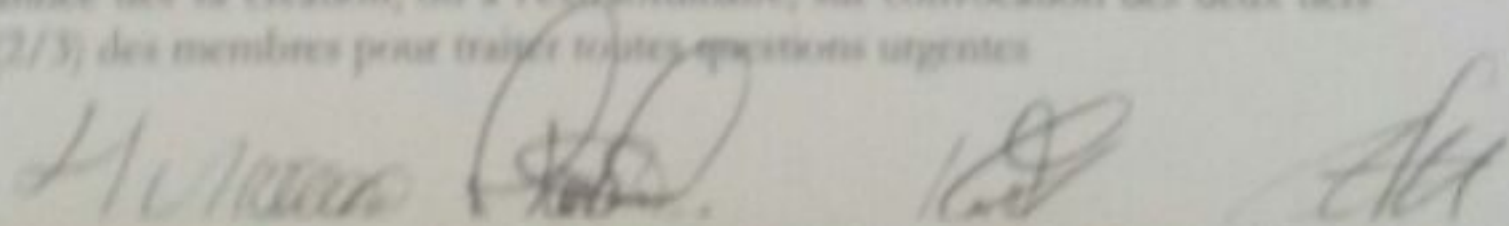
Considérant que les dégâts causés par l'ouragan nécessitent un plan en deux (2) phases : la phase d'urgence et celle de la reconstruction ;

Considérant que les Maires élus, face à cette catastrophe, comprennent la nécessité de travailler en synergie pour répondre à l'urgence humanitaire de façon efficace, efficiente et responsable afin d'élaborer un plan de relèvement cohérent orienté vers le développement du pôle de développement du Grand Sud ; les Maires signataires, réunis à l'Hôtel le Marquis ce 11 octobre 2016,

Après analyses, débats et propositions adéquates

### La Résolution suivante :

1. Création d'un comité interdépartemental sous le leadership de la Fédération Nationale des Maires d'Haïti (FENAMH) pour la gestion de l'aide dans ses composantes d'urgence et de reconstruction ;
2. Signature, à cette fin, d'un protocole d'entente avec l'Etat central, affirmant le leadership des Maires de ces régions de la gestion de l'aide d'urgence, sur les programmes, les plans et les fonds de reconstruction des régions formant la Péninsule du Sud ;
3. Création d'une commission technique dirigée par des personnalités ou des cadres de haut niveau, expérimentés, réputés et intègres ;
4. Opérationnalisation de la gestion du plan de reconstruction à travers une structure confiée par la FENAM et composée ainsi :
  - a. un (1) Conseil d'administration de douze (12) membres dont trois Maires par département
  - b. un (1) directeur exécutif chargé de la coordination et de la gestion des fonds ;
  - c. un (1) secrétariat technique composé de professionnels dont trois (3) par département
  - d. les rôles et responsabilités des personnalités qui seront nommés pour gérer cette structure seront fixés par le Conseil d'Administration
  - e. le siège du Comité interdépartemental sera établi dans l'une des régions les plus concernées
  - f. le Conseil d'administration se réunit chaque mois à l'ordinaire, la première année dès sa création, ou à l'extraordinaire, sur convocation des deux tiers (2/3) des membres pour traiter toutes questions urgentes





g. les activités de l'Etat, la société civile, le secteur privé des affaires et la communauté internationale seront informés de cette pratique des Nations ;

h. l'Etat des élections périodiques et législatives au plus tard le 31 octobre 2016, et la promotion des élections des collectivités pour l'année 2016.

Fait, à l'Assemblée Générale, ce mardi 11 octobre 2016.

Suivent les signatures :

- 1 - Jean S. Lemongy Maire de Petit-Courbe *[Signature]*
- 2 - François Jumeu Maire Adj. de Grand-Courbe *[Signature]*
- 3 - Georges Jodé Maire de Courbe (H.M.C.A.) *[Signature]*
- 4 - Ramiza Danizy Maire de Turenne *[Signature]*
- 5 - Simon Martine Maire de Courbe (H.M.C.A.) *[Signature]*
- 6 - François Rellu Maire de Turenne *[Signature]*
- 7 - Y. Jumeu Maire de Turenne *[Signature]*
- 8 - Gilberte Pire Maire de Turenne *[Signature]*
- 9 - Alain Jean Richard Maire de Turenne *[Signature]*
- 10 - Jean-Luc Pire Maire de Turenne *[Signature]*
- 11 - Jean-Luc Pire Maire de Turenne *[Signature]*
- 12 - Charles Jean Vex Maire de Courbe *[Signature]*
- 13 - Gilberte Pire Maire de Turenne *[Signature]*
- 14 - Régis Marie Chaudette Maire de Courbe *[Signature]*

Nom

Prénom

Maire

Signature

1) Gerardin Martin

L'Asile

*[Signature]*

2) Ambroise Ephraïm

L'Asile

Ambroise Ephraïm

Sauvage

L'Asile

*[Signature]*



Nom	Prénom	Mairie	Signature
Pierre	Jv. De Edmond	Campour	
Fortune	Jasalucif	Capes	
Dema	wilson	port-salot	
Noël	Marc Soniel	Chantal	
Monperousse	Josette	Cambry Aquin	
Leger	Benet	Pointe-A-Raquette	

Nom	Prénom	Mairie	Signature
Jean Louis	J. Kerguel	St. 4. 7.	[Signature]

Nom	Prénom	Mairie	Signature
Féjus	Marie Thérèse	Laport	M. Féjus
MÉTÉLLOU YVES MIRACONAS J. M. [Signature]			

Nom	Prénom	Mairie	Signature
1 - Pierre	Wilmor	PT. Trou de Hippo	[Signature]
2 - Buchinat	Madame	Grand-Gouille	[Signature]
3 - George	José	11001	[Signature]
1 - Chardon	Isabelle	Chardon	[Signature]

Nom	Prénom	Mairie	Signature
Katharine	Sacré	St. Louis	[Signature]
MEHEUS	Claude	Chardon	[Signature]
Gabastille	François	St. Louis	[Signature]
Edouard	Edouard	St. Louis	[Signature]
Auguste	Bruno	Bruno	[Signature]
ALEXIS	FAYE	beaumont	[Signature]



Nom	Prénom	Mairie	Signature
1) Jarmay	Daniel	St-James	Jarmay Daniel
2) Benois	M <sup>lle</sup> Bernadette	Pinniquet	fbf

Nom	Prénom	Mairie	Signature
Joseph	Guchle	maresse	Guchle

Nom	Prénom	Mairie	Signature
Pierre	Dylaccha	Jeremie	Def
Pierre	Jean Gabriel	St-James	fbf
Tilfa	Louise	Charlemagne	fbf

## AlterForo

## Dans la presse dominicaine

## Dépêches

## A travers Haïti

## Développement durable

## Documents

## HaïtiWebdo

## La caraïbe en un coup d'oeil

## Perspectives

## Regard

## Espace Femmes

## Rendez-vous Culture

Saving money brightens your day :)

Begin a Quote

David Nicolas inv...



## Dépêches

## Haïti-Matthew : Un million 400 mille personnes en besoin urgent d'aide humanitaire, alerte le Mict

jeudi 13 octobre 2016

Partager

27

J'aime 27

Partager

Tweet

Share

2

Suivre @AlterPresse



P-au-P, 13 oct. 2016 [AlterPresse] — Un million 400 mille personnes sont en besoin urgent d'aide humanitaire, après le passage de l'ouragan Matthew sur Haïti, les lundi 3 et mardi 4 octobre 2016.

Parmi ces personnes, environ 120 mille familles ont leurs maisons détruites ou endommagées, précise le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales (Mict), dans un communiqué en date du 12 octobre 2016, transmis à AlterPresse.

Dans les départements du Sud et de la Grand 'Anse, plus de 160 mille personnes se trouvent dans des abris provisoires.

La priorité pour le gouvernement et ses partenaires nationaux et internationaux, incluant la société civile haïtienne, est de répondre aux besoins urgents en eau, nourriture et médicaments des populations des zones touchées, a souligné le titulaire du Mict, François Anick Joseph.

Ces zones doivent rapidement être assainies, pour ensuite passer à la phase de réhabilitation, affirme-t-il.

473 mort, 75 disparus, 339 blessés et plus de 175 mille 500 personnes se trouvant dans 224 abris sont enregistrés après le passage de Matthew, indique un bilan officiel encore partiel. [jd emb gp apr 13/10/2016 10 :10]

## Dans cette rubrique aussi

- **Haïti-Élections : La candidate à la présidence, Maryse Narcisse, s'explique, devant le Cep, sur des propos d'incitation à la violence de Fanmi Lavalas**  
11 novembre 2016
- **Haïti-R.D. : Demande de justice et réparation pour deux ressortissants haïtiens, assassinés en octobre 2016 à Los Mosquitos**  
11 novembre 2016
- **Le Core Group encourage une participation constructive des protagonistes dans les élections en Haïti**  
10 novembre 2016
- **Haïti/États-Unis d'Amérique : Vives inquiétudes exprimées face à l'élection de Donald Trump**  
10 novembre 2016
- **Intempéries : Plus d'une centaine de maisons détruites dans le Nord d'Haïti, selon un bilan partiel**  
10 novembre 2016

Drive smart.  
Save big.

Pay now and save up to 35%.\*

Let's go



\*Terms and conditions apply.



# Start Download - View PDF

Convert From Doc to PDF, PDF to Doc Simply With The Free On-line App! Afficher la page fromdoctopdf.com


[Recommander](#)
[Partager](#)

Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

## AlterPresse, Beaucoup plus que l'actualité

[Solidarité Active](#) | [Repères éthiques](#) | [Code de publication \(à l'intention de toute Contributeur Trice\)](#) | [Recevoir nos infos par e-mail: cliquez ici pour vous inscrire](#)

## Politique de Reproduction

Les textes d'AlterPresse peuvent être reproduits, en tout ou en partie, gratuitement, à condition d'indiquer clairement la source, avec lien actif vers notre site. Dans le cas de la reproduction sur un support autre qu'Internet, la mention de l'adresse d'AlterPresse ([www.alterpresse.org](http://www.alterpresse.org)) est exigée.

## Partenariat dans l'information



média/terre



Ayiti Kale Je  
Haïti Grassroots Watch  
Haïti Veedor

comunica

## Contact

Delmas 51 # 6 Delmas, Haïti, HT6120 B.P.19211  
Téls: (509) 28.16.01.01, 25.16.69.27 Email:  
[alterpresse@medialternatif.org](mailto:alterpresse@medialternatif.org)



Site conçu et réalisé par [AtelierWeb](#) du [Groupe Médialternatif](#) - © Tous droits réservés - 2001